ML. - 1 - L. 5944/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 14 octobre 1957, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté ministériel relatif aux tarifs et conditions d'usage de la correspondance téléphonique en service intérieur, a donné le 23 octobre 1957 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 14e oktober 1957 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit betreffende het tarief en de voorwaarden voor gebruik van het telefoonverkeer in binnenlandse dienst, heeft de 23e oktober 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à substituer à l'arrêté ministériel du 8 mai 1951 une réglementation nouvelle des tarifs téléphoniques et des modalités relatives à l'usage du téléphone. Sa rédaction suscite de nombreuses observations qui sont énoncées ci-après.

\+

\+ +

L'intitulé du projet devrait être rédigé comme suit :

"Arrêté ministériel relatif aux tarifs et conditions d'usage de la correspondance téléphonique en service intérieur".

\+

\+ +

Au premier alinéa du préambule, il convient de viser les articles 3 et 4 de la loi du 19 juillet 1930, le projet étant pris en vertu de l'un et de l'autre.

\+

\+ +

.../...

Les deuxième et troisième alinéas du préambule devraient reproduire les intitulés exacts des arrêtés visés et être rédigés comme suit :

"Vu l'arrêté royal du ... portant rajustement des tarifs téléphoniques intérieurs;

Vu l'arrêté royal du 7 mai 1951 portant modification des taxes téléphoniques du service radio-maritime".

\+

\+ +

Le considérant est inexact, le Ministre n'étant pas chargé de mettre en application l'arrêté royal portant rajustement des tarifs téléphoniques intérieurs. Il est, en outre, incomplet parce que le projet ne se limite pas à coordonner les dispositions en vigueur. Il devrait donc être omis.

\+

\+ +

La phrase introductive qui précède l'article premier présente l'intervention du Ministre de manière erronée : elle devrait être supprimée. Il appartient en effet au Ministre, en vertu de l'article 3, alinéa 1er, de la loi, de faire le règlement et non de simplement l'approuver.

\+

\+ +

Le projet comporte de nombreux soulignés. Il n'est pas d'usage de procéder ainsi dans les textes réglementaires. Cette pratique devrait être limitée aux documents administratifs qui reproduisent , le cas échéant, l'arrêté.

+

\+ +

Le troisième alinéa de l'article 1er gagnerait à être conçu comme suit :

"La liste des zones, des secteurs et des réseaux, ainsi que la carte figurant les délimitations des zones et des secteurs, peuvent être consultées au siège de la Régie des télégraphes et des téléphones".

+

\+ +

Au deuxième alinéa de l'article 2, il convient de substituer au terme "transfèrement" le mot mieux approprié de "transfert". La même modification devrait être apportée aux articles 17, 23 et 29.

+

\+ +

.../...

Au premier alinéa de l'article 4, il serait préférable de remplacer le mot "concédé" par le mot "accordé". Les mots "en général" figurant au deuxième alinéa du même article peuvent être omis sans inconvénient.

\+

\+ +

Au texte français du premier alinéa de l'article 5, il y a lieu de supprimer la lettre "l'" placée avant les mots "une des centrales du réseau". Le renvoi à d'autres articles du projet indiqué entre parenthèses à la fin du premier alinéa de l'article 5 devrait, en outre être omis. De tels renvois, s'ils se conçoivent dans les documents administratifs reproduisant le règlement, n'ont pas leur place dans l'arrêté lui-même. Les articles 10, 12, 17, 85 et 101 appellent la même observation.

\+

\+ +

Le mot "construction", employé au premier alinéa de l'article 6, serait avantageusement remplacé par le mot "établissement". La même modification devrait être apportée aux articles 19 et 27.

.../...

La première phrase du quatrième alinéa de l'article 6 serait mieux rédigée comme suit :

"La Régie des télégraphes et des téléphones assure,à ses frais, l'entretien et les réparations que nécessite l'usage régulier des appareils".

Le cinquième alinéa du même article pourrait être rédigé comme suit :

"La Régie des télégraphes et des téléphones a toujours le droit de modifier, suivant les nécessités du service, les installations qu'elle a placées et de faire modifier les canalisations placées par l'abonné".

+

\+ +

Au texte français de l'article 7, il serait plus clair de substituer aux mots "le seizième jour

.../...

de l'avertissement", les mots "le seizième jour suivant l'avertissement".

\+

\+ \+

Selon les renseignements fournis par le délégué du Ministre des Communications, l'article 9 tend exclusivement à rendre compétent pour trancher les contestations relatives à l'exécution des clauses de l'abonnement, le tribunal dans le ressort duquel se trouve le centre du réseau. Le Conseil d'Etat propose de rédiger cet article comme suit :

"Article 9.-

Les contestations relatives à l'exécution du présent règlement sont soumises à la juridiction des tribunaux dans le ressort desquels se trouve le centre du réseau".

\+

\+ \+

Le mot "désirée" figurant au 3° du premier alinéa de l'article 10 peut être omis.

Au troisième alinéa du même article, le membre de phrase "le candidat abonné qui renonce à son raccordement" devrait être remplacé par les mots suivants : "toute personne qui a demandé un raccordement et qui y renonce".

+

\+ +

Les mots "sous recommandation postale" figurant au premier alinéa de l'article 13 devraient être remplacés par les mots "par lettre recommandée à la poste".

Le deuxième alinéa du même article pourrait être rédigé comme suit :

"Aucune redevance ne sera remboursée pour la période pendant laquelle le raccordement n'a pas été utilisé avant l'expiration de l'abonnement".

Au troisième alinéa du même article, les mots "de payer" devraient être remplacés par les mots "d'en payer".

+

\+ +

Le second alinéa de l'article 14 pourrait être rédigé comme suit :

"En pareil cas, l'abonnement est résilié de plein droit et la redevance payée pour la période pendant laquelle le raccordement n'a pas été utilisé est remboursée, sans préjudice de l'application du troisième alinéa de l'article 13".

+

\+ +

Le premier alinéa de l'article 15 pourrait être rédigé de la façon suivante :

"L'abonné peut être obligé de prendre un ou plusieurs raccordements téléphoniques supplémentaires, si la Régie des télégraphes et des téléphones constate que l'importance de l'usage du poste raccordé entraîne des perturbations dans l'exploitation".

Les mots "sans que l'abonné puisse faire valoir aucune revendication", figurant au deuxième alinéa du même article, peuvent être omis.

Les mots "des dispositions du troisième alinéa de l'article 13", qui terminent l'article 15, devraient être remplacés par les mots "du troisième alinéa de l'article 13".

\+

\+ \+

A l'article 16, les mots "poste à prépaiement" devraient être remplacés par les mots "poste à encaissement automatique", comme aux articles 64 et 65.

Les lettres B.L. figurant au texte français de cet article devraient être remplacées par les mots "à batterie locale".

Les abréviations "1. L/4 p." et "2.L/10 p.", qui figurent au même article et dont l'intelligence est difficile, devraient être remplacées par les expressions "une ligne/4 postes" et"2 lignes/10 postes".

\+

\+ \+

.../...

Le mot "bimestrielle" figurant au troisième alinéa de l'article 17 devrait être omis. Certaines échéances sont, en effet, fixées à un an ou à deux ans.

\+

\+ +

Au deuxième alinéa de l'article 19, il conviendrait de substituer au mot "construit" le mot "installe" à défaut du verbe"établit"déjà utilisé dans la même phrase. Il faudrait de plus remplacer les mots "de construction" par les mots "d'établissement".

Le mot "rompre" employé au quatrième alinéa du même article devrait,à son tour,être remplacé par le mot "supprimer".

\+

\+ +

A l'article 21, le mot "effectué" peut être omis.

\+

\+ +

Au second alinéa de l'article 22, les mots "d'après les données du prix de revient" devraient être remplacés par les mots "d'après le prix de revient".

\+

\+ +

.../...

Le Conseil d'Etat propose de rédiger le second alinéa de l'article 25 de la façon suivante :

"Le titulaire est tenu de signaler à la Régie des télégraphes et des téléphones tout changement de nom ou de raison sociale. Ce changement donne lieu à la perception de la taxe de 120 francs".

+

\+ +

Les mots "le ou" figurant au deuxième alinéa de l'article 26 devraient être omis.

+

\+ + +

L'intitulé du littéra D devrait être rédigé comme suit : "Raccordement à une autre centrale".

+

\+ +

Au premier alinéa de l'article 27, il conviendrait de substituer aux mots "à une centrale autre que la normale" les mots "à une autre centrale que celle dont dépend normalement l'abonné".

Les mots "correspondre en automatique" employés au deuxième alinéa, littéra b, du même article devraient être remplacés par les mots "correspondre par raccordement automatique" et le mot "relié" par le mot "raccordé".

.../...

Le terme "reliement" figurant au troisième alinéa du même article devrait être remplacé par le mot "raccordement". Au même alinéa, il conviendrait de substituer aux mots "à une centrale autre que la normale" les mots "à une autre centrale que celle dont il dépend normalement".

+

+ +

L'intitulé du littéra a, précédant l'article 36 de la section G, devrait être rédigé de la façon suivante : "liaisons entre deux abonnés d'un même réseau".

+

+ +

A l'article 36, il conviendrait d'indiquer la personne qui est tenue de payer le supplément de redevance de 96 francs par hectomètre prévu au premier alinéa de l'article. Cette disposition pourrait faire l'objet d'un alinéa nouveau qui serait rédigé comme l'article 43 du projet.

Le deuxième alinéa du même article 36 devrait être rédigé comme suit :

"La Régie des télégraphes et des téléphones a le droit de supprimer ces liaisons moyennant un préavis de 24 heures et sans indemnité. Dans ce cas, chaque raccordement est mis immédiatement en état de fonctionner comme raccordement indépendant, à charge pour les abonnés d'acquitter les frais éventuels de remplacement des appareils".

+

+ +

.../...

L'intitulé du littéra b de la section G devrait être rédigé comme suit : "Liaisons entre abonnés de réseaux différents".

+

+ +

Les mots "aux conditions suivantes" figurant à l'article 37 devraient être omis comme superflus.

+

+ +

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 41 comme suit :

"Article 41.-

La Régie des télégraphes et des téléphones peut, en tout temps et sans avoir à motiver sa décision, suspendre le service de la liaison ou le supprimer, moyennant un préavis de trois jours adressé à l'abonné par lettre recommandée à la poste. Il est remboursé à l'abonné une part de redevance, proportionnelle au nombre des jours où l'abonnement n'a pas été utilisé. Ce remboursement ne s'applique qu'à la liaison suspendue ou supprimée".

+

+ +

Au premier alinéa de l'article 42, le terme "établissements" devrait être remplacé par le mot "abonnés".

Le second alinéa du même article devrait être rédigé de la façon suivante :

"Les communications peuvent être destinées à tout poste du réseau auquel aboutit le circuit. Toutefois la Régie des télégraphes et des téléphones ne garantit pas le fonctionnement régulier des communications destinées à des abonnés dépendant d'une autre centrale téléphonique que celle du raccordement".

+

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 43 comme suit :

"Article 43.-

L'abonnement est indivisible. Il n'a qu'un seul titulaire.

L'abonné demandeur acquitte envers la Régie les redevances".

+

\+ +

L'intitulé du littera c. de la section G devrait être rédigé comme suit : "Liaisons de nuit".

+

\+ +

Au premier alinéa de l'article 44, les mots "un reliement permanent" devraient être remplacés par les mots : "d'être relié en permanence".

Le second alinéa du même article pourrait, sans en modifier la portée, se limiter à la phrase ci-après :

.../...

"Le fonctionnement régulier de ces communications n'est pas garanti".

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat propose de rédiger les articles 47, 51 et 52 de la façon suivante :

"Article 47.-

L'abonné qui, pendant les heures de fermeture de son bureau central, est relié à un autre bureau, peut utiliser ses services au tarif de son propre réseau.

Article 51.-

En cas de dérangement des installations et de privation du service pendant plus de cinq jours consécutifs, l'abonné a droit à un remboursement de la redevance, proportionnel au nombre de jours d'interruption. Le remboursement est compté à l'abonné à partir du sixième jour, pour autant qu'il ait pris soin de signaler l'interruption à la Régie des télégraphes et des téléphones.

.../...

Article 52.-

La liaison permanente d'un abonné, en dehors des heures d'ouverture de la centrale dont il dépend, avec le poste d'un autre abonné est subordonnée au consentement de ce dernier".

+

+ +

Au premier alinéa de l'article 59, il conviendrait de remplacer les mots :"ayant le pas sur les communications ordinaires" par les mots : "ayant priorité sur les communications ordinaires".

+

+ +

A l'article 60, il conviendrait de substituer aux mots : "a abouti" les mots : "a eu lieu".

+

+ +

A l'article 61, il est proposé de supprimer les mots "qui sont" qui précèdent les mots : "à livrer sans suivre l'ordre général".

+

\+ +

Les mots : "la ou " précédant dans la dernière partie de l'article 65 les mots : "des pièces de monnaie" peuvent être omis sans inconvénient.

+

\+ +

A l'article 66, il y a lieu de supprimer les mots : "des dispositions",qui sont superflus.

+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose de rédiger le deuxième alinéa de l'article 67 de la façon suivante :

"Cette taxe est également due par celui qui a demandé une communication interurbaine à destination d'un poste public, lorsque le destinataire refuse la communication ou ne se présente pas".

+

\+ +

Au premier alinéa de l'article 68, il conviendrait de remplacer les mots : "une quittance du prix de chaque communication émise" par les mots : "une quittance du prix de la communication".

+

\+ +

La sous-section c de la section H et l'article 69 ne contiennent aucune disposition normative et se bornent à renvoyer à l'arrêté royal du 7 mai 1951. Ils peuvent être omis sans inconvénient.

+

\+ +

.../...

Le Conseil d'Etat propose de rédiger le premier alinéa de l'article 71, l'article 72 et l'article 73 de la façon suivante :

"Article 71, 1er alinéa .

L'abonné qui désire être réveillé par un appel téléphonique en fait la demande au bureau central par téléphone, par télégramme ou par lettre.

Article 72.

La demande n'est considérée comme valable que lorsque le bureau central en a accusé réception par téléphone au poste dont elle émane.

Article 73.

L'appel de réveil consiste en sonneries répétées au besoin trois fois, à une minute d'intervalle. Le bureau central n'est en aucun cas tenu à plus de trois appels".

\+

\+ \+

Les mots : "s'absentent et " figurant à l'article 76 peuvent être omis. Les mots : "au dit bureau central" figurant au même article peuvent être remplacés par les mots "à ce bureau".

\+

\+ \+

.../...

A l'article 82, il se recommande de remplacer les mots : "la mise aux abonnés absents" par les mots : "la mise sous surveillance" et le mot "occupation" par le mot "utilisation". Quant aux mots : "dans les conditions de l'article précédent", ils sont superflus.

+

+ +

Le troisième alinéa de l'article 83 est inutile et peut être omis.

+

+ +

Les mots : "comme stipulé" figurant au troisième alinéa de l'article 85 peuvent être omis.

+

+ +

L'article 86,qui n'énonce qu'un renvoi à d'autres articles et n'a ni la forme ni la portée d'une disposition réglementaire,doit être omis. Pour éviter de modifier la numérotation du projet, l'article 85 pourrait être scindé, les deux derniers alinéas formant l'article 86.

+

+ +

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 89 comme suit :

"Article 89.-

La Régie des télégraphes et des téléphones peut, de plein droit et par la seule échéance du délai de paiement, percevoir un intérêt moratoire sur les sommes qui sont dues par l'abonné. Cet intérêt est conforme au taux légal de l'intérêt en matière commerciale".

\+

\+ +

A l'article 90, les mots : "s'avère" pourraient être remplacés par le mot : "est".

\+

\+ +

Les articles 92 et 95 pourraient être rédigés comme suit :

"Article 92.-

Les abonnés peuvent se faire envoyer, à leurs frais, leur compte et ses annexes par lettre recommandée à la poste.

.../...

Article 95.-

L'abonné dispose d'un délai de cinq jours prenant cours le lendemain du jour de l'envoi du compte pour verser le montant réclamé".

+

+ +

L'article 96 excède les pouvoirs que possède le Ministre des Communications en imposant à l'abonné l'obligation de payer le compte qui lui est présenté, même si celui-ci contient des erreurs. Il est, en effet, contraire à l'ordre public que le paiement de l'indu puisse être imposé. Cet article devrait donc être omis.

+

+ +

Le premier alinéa de l'article 97 étant dépourvu de valeur normative, devrait être omis. Cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 97.-

L'abonné qui déclare n'avoir pas reçu son relevé de compte est tenu d'en régler le montant sur la simple indication qui lui est donnée des sommes dues, par le receveur des télégraphes et des téléphones. Il n'est pas délivré de duplicata des fiches de communications".

+

+ +

L'article 99 est inutile, la matière qu'il réglemente étant réglée par l'article 5 de la loi du 13 octobre 1930, qui dispose que le propriétaire ne peut empêcher son locataire de se faire raccorder au réseau du téléphone. Cet article devrait donc être omis.

\+

\+ +

Tel qu'il est rédigé, l'article 100 manque de fondement légal. Le Ministre n'a pas le pouvoir d'exonérer la Régie de toute responsabilité. Le délégué du Ministre a toutefois signalé au Conseil d'Etat que la Régie ne désirait mettre à la charge de l'abonné que les dégâts causés inévitablement par l'installation. L'article pourrait donc être rédigé comme suit :

"Article 100.-

L'abonné prend à sa charge la réparation des dégâts inhérents à l'installation, au maintien, au déplacement ou à l'enlèvement des fils et des appareils".

\+

\+ +

.../...

Le second alinéa de l'article 102 excède les pouvoirs du Ministre faute de fondement légal, en tant qu'il rend l'abonné responsable de toute faute que pourraient commettre la Régie ou ses agents. Tenant compte de cette observation et pour mettre cet alinéa en concordance avec le quatrième alinéa de l'article 6 du projet, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"En cas de détérioration, de perte, de destruction totale ou partielle, de mise hors d'usage, par n'importe quelle cause étrangère au fait de la Régie et de ses agents, et même en cas de force majeure, l'abonné est tenu de dédommager la Régie des télégraphes et des téléphones".

\+

\+ +

Le mot "mis" figurant à la seconde phrase du texte français de l'article 103 peut être supprimé.

\+

\+ +

Au second alinéa de l'article 104, les mots : "omet, volontairement ou non" pourraient être remplacés par les mots "a omis".

\+

\+ +

.../...

Au premier alinéa de l'article 105, les mots "ne comporte" seraient à remplacer par les mots "n'a".

Le deuxième alinéa du même article pourrait être rédigé comme suit :

"Le tiers qui paie de ses deniers un abonnement dont il n'est pas titulaire, n'acquiert de ce chef aucun droit à l'égard de la Régie des télégraphes et des téléphones".

+

\+ +

L'article 106 ne fait que rappeler une obligation qui découle à suffisance des lois, arrêtés et règlements auxquels il se réfère. Il est inutile et peut être omis.

+

\+ +

A l'article 108, il conviendrait de remplacer les mots "recommandé à la poste" par les mots "par lettre recommandée à la poste".

+

\+ +

.../...

Le délégué du Ministre des Communications a déclaré au Conseil d'Etat que la Régie n'appliquait pas la sanction de la résiliation anticipée prévue à l'article 109, mais qu'elle avait recours, en cas de manquement de l'abonné à ses obligations, à la résiliation de l'abonnement à l'échéance normale prévue par l'article 108. Il n'est dès lors pas nécessaire de réserver à la Régie le droit de prononcer la résiliation anticipée de l'abonnement.

La première phrase de l'article 109 pourrait être rédigée comme suit :

"La Régie des télégraphes et des téléphones peut suspendre le service du raccordement sans indemnité lorsque l'abonné ne se conforme pas aux prescriptions du présent arrêté, et notamment dans les cas suivants : ... ".

Au littera b du premier alinéa de cet article, les mots "lui réclamé" devraient être remplacés par les mots "qui lui a été réclamé".

Au littera d du même alinéa, il conviendrait d'ajouter les mots "envers les membres du personnel de la Régie des télégraphes et des téléphones".

Au littera e de cet alinéa, il est proposé de remplacer les mots "l'attitude ou les pratiques de l'abonné sont susceptibles" par les mots "le comportement de l'abonné est susceptible".

.../...

Le littera f devrait être omis, la conséquence du refus de l'abonné de souscrire un abonnement supplémentaire étant déjà prévue au troisième alinéa de l'article 15 du projet.

Les mots "et au besoin de résilier anticipativement l'abonnement" figurant au deuxième alinéa de l'article 109 peuvent être omis.

Le quatrième alinéa du même article peut être supprimé.

\+
\+ +

Le projet prévoyant l'augmentation de certaines taxes, le Conseil d'Etat fait observer que le Ministre des Communications ne pourrait, sans porter atteinte à des droits acquis et excéder ses pouvoirs, lui donner un effet rétroactif.

\+
\+ +

L'article 111 devrait, outre l'abrogation des arrêtés énumérés, prévoir l'abrogation de l'arrêté ministériel du 9 juillet 1957 dont les dispositions sont reprises à l'article 8 du projet.

\+
\+ +

.../...

La disposition figurant à l'article 110 devrait suivre celle qui figure à l'article 111.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat n'a pu, en raison de la brièveté du délai qui lui a été laissé pour examiner le projet, procéder à un examen approfondi de la nature des rapports que l'abonnement au réseau téléphonique fait naître entre la Régie des télégraphes et des téléphones d'une part et l'abonné d'autre part.

Het ontwerp wil het ministerieel besluit van 8 mei 1951 vervangen door een nieuwe regeling inzake telefoontarieven en inzake gebruik van de telefoon. De tekst geeft aanleiding tot tal van opmerkingen, die hierna volgen.

\+

\+ +

Het opschrift van het ontwerp ware als volgt te lezen :

"Ministerieel besluit betreffende het tarief en de voorwaarden voor gebruik van het telefoonverkeer in binnenlandse dienst".

\+

\+ +

In het eerste lid van de aanhef verwijzen naar de artikelen 3 en 4 van de wet van 19 juli 1930, daar het ontwerp van besluit krachtens beide artikelen zal worden uitgevaardigd.

\+

\+ +

In het tweede en het derde lid van de aanhef zou het juiste opschrift van bedoelde besluiten moeten worden aangehaald, als volgt :

.../...

"Gelet op het koninklijk besluit van . . . houdende heraanpassing van de binnenlandse telefoontarieven ;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 mei 1951 houdende wijziging van de telefoontaxes van de scheepsradiodienst;".

+
+ +

De considerans is onnauwkeurig, want de Minister is niet belast met de toepassing van het koninklijk besluit houdende heraanpassing van de binnenlandse telefoontarieven. Hij is ook onvolledig, want het ontwerp beperkt zich niet tot een coördinatie van de geldende voorschriften. Hij dient dus te vervallen.

+
+ +

In artikel 1 behoort de inleidende volzin, die een verkeerde voorstelling van het optreden van de Minister geeft, te vervallen. Krachtens artikel 3, eerste lid, van de wet is het immers de taak van de Minister het reglement op te maken, en niet het alleen maar goed te keuren.

+
+ +

.../...

In het ontwerp komen tal van onderstreepte passussen voor. In verordenende teksten is dit niet gebruikelijk. Desnoods zou men dit kunnen doen in administratieve overdrukken van het besluit.

\+
\+ \+

Het derde lid van artikel 1 leze men als volgt :

"De lijst van de zones, sectoren en netten en de kaart waarop de afbakening van de zones en sectoren is aangegeven, liggen ter inzage ten zetel van de Regie van telegraaf en telefoon".

\+
\+ \+

In de Franse tekst van het tweede lid van artikel 2 ware het woord "transfert" dienstiger dan "transfèrement". Dit geldt ook voor de artikelen 17, 23 en 29.

\+
\+ \+

In het eerste lid van artikel 4 vervange men "afgestaan" door "toegestaan". In het tweede lid van dit artikel kunnen de woorden "in het algemeen" zonder bezwaar vervallen.

\+
\+ \+

.../...

In de Franse tekst van het eerste lid van artikel 5 schrappe men "l'" vóór de woorden "une des centrales du réseau". Aan het eind van het eerste lid van artikel 5 wordt tussen haakjes naar andere artikelen van het ontwerp verwezen. Men schrappe deze verwijzingen, die dienstig kunnen zijn in administratieve overdrukken van het reglement maar in het besluit zelf niet op hun plaats zijn. Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 10, 12, 17, 85 en 101.

\+

\+ \+

In de Franse tekst van het eerste lid van artikel 6 ware het geraden het woord "construction" door "établissement" te vervangen. Hetzelfde geldt voor de artikelen 19 en 27.

De eerste volzin van de Franse tekst van het vierde lid van artikel 6 stelle men als volgt :

"La Régie des télégraphes et des téléphones assure, à ses frais, l'entretien et les réparations que nécessite l'usage régulier des appareils".

Het vijfde lid van hetzelfde artikel kan als volgt worden gelezen :

.../...

"De Regie van telegraaf en telefoon heeft te allen tijde het recht de door haar aangebrachte inrichtingen, volgens de behoeften van de dienst, te wijzigen en de door de abonnee geplaatste leidingen te doen wijzigen".

\+

\+ +

De Franse tekst van artikel 7 ware duidelijker, indien gezegd werd "le seizième jour suivant l'avertissement".

\+

\+ +

Naar de gemachtigde van de Minister van Verkeerswezen verklaarde, heeft artikel 9 geen ander doel dan de rechtbank, binnen wier rechtsgebied het centrum van het net gelegen is, bevoegd te verklaren tot het berechten van geschillen betreffende de uitvoering van de abonnementsclausules. De Raad van State stelt voor, dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 9.-

Geschillen betreffende de uitvoering van dit reglement staan ter kennisneming van de rechtbanken binnen wier rechtsgebied het centrum van het net is gelegen".

\+

\+ +

.../...

In artikel 10, eerste lid, 3°, kan het voorlaatste woord "verlangde" vervallen.

In het derde lid van hetzelfde artikel vervange men het zinsdeel "de kandidaat-abonnee die aan zijn aansluiting verzaakt""door "Al wie om aansluiting heeft verzocht en daarvan afziet".

+
+ +

In het eerste lid van artikel 13 vervange men de woorden "van te voren onder postaantekening betekend worden bij" door "vooruit bij een ter post aangetekende brief ter kennis worden gebracht van".

Voor het tweede lid van hetzelfde artikel wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Geen huurgeld wordt terugbetaald over de periode waarin van de aansluiting vóór het verstrijken van het abonnement geen gebruik is gemaakt".

In het derde lid van hetzelfde artikel, Franse tekst, vervange men de woorden "de payer" door "d'en payer".

+
+ +

Het tweede lid van artikel 14 kan als volgt worden gelezen :

"In zodanig geval is het abonnement van rechtswege opgezegd en wordt het huurgeld, betaald over de periode waarin van de aansluiting geen gebruik is gemaakt, terugbetaald onverminderd de toepassing van het derde lid van artikel 13".

+
+ +

Voor het eerste lid van artikel 15 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"De abonnee kan worden verplicht één of meer bijkomende aansluitingen op het telefoonnet te nemen indien de Regie van telegraaf en telefoon vaststelt dat de aangesloten post in zo aanzienlijke mate wordt gebruikt dat de exploitatie erdoor wordt gestoord".

In het tweede lid van hetzelfde artikel kunnen de woorden "Zonder dat de abonnee om het even welke eis kan doen gelden" achterwege blijven.

Aan het einde van artikel 15 vervange men de woorden "van de voorschriften van de derde alinea van artikel 13" door "van het derde lid van artikel 13".

\+

\+ +

Artikel 16 spreekt van "posten met automatische incassering"; dezelfde uitdrukking behoort te worden gebruikt in de artikelen 64 en 65.

De letters B.L. in de Franse tekst van dit artikel behoren te worden vervangen door de woorden "à batterie locale".

Steeds in hetzelfde artikel vervange men de minder bevattelijke afkortingen "1.L/4p." en "2.L/10p." door de uitdrukkingen "een lijn/4 posten" en "2 lijnen/10 posten".

\+

\+ +

.../...

In het derde lid van artikel 17 schrappe men het woord "tweemaandelijkse". Sommige vervaldagen zijn immers op één of twee jaar vastgesteld.

+

+ +

In het tweede lid van artikel 19 vervange men de woorden "bouwt de buitengeleiding" door "legt de buitengeleiding aan". Voor de tweede volzin van dit lid wordt de volgende tekst aanbevolen :

"Voor het aanleggen van elke lijn betaalt de abonnee een forfaitair bedrag van . . . frank".

In het vierde lid van hetzelfde artikel vervange men op hun beurt de woorden "te verbreken" door "af te schaffen".

+

+ +

In artikel 21 kan het woord "gedaan" worden geschrapt.

+

+ +

In het tweede lid van artikel 22 vervange men de woorden "volgens de gegevens van de kostprijs" door "volgens de kostprijs".

+

+ +

.../...

Voor het tweede lid van artikel 25 stelt de Raad van State volgende tekst voor :

"De titularis is gehouden elke verandering van naam of van firmanaam aan de Regie van telegraaf en telefoon mede te delen. Voor deze verandering wordt een taxe van 120 frank geheven".

+

+ +

In het tweede lid van artikel 26 leze men "verschuldigd door erfgenamen of rechtverkrijgenden die ...".

+

+ +

Voor letter D wordt het volgend opschrift voorgesteld :

"Aansluiting met een andere centrale".

+

+ +

In het eerste lid van artikel 27 vervange men de woorden "met een andere centrale dan de normale", door "met een andere centrale dan die waarvan de abonnee normaal afhangt". Letter b van het tweede lid leze men als volgt :

"b. Wanneer de met zijn normale centrale aangesloten abonnee in automatische verbinding kan treden met de centrale waarmede hij vraagt te worden aangesloten".

.../...

In het derde lid van hetzelfde artikel vervange men, in de Franse tekst, het woord "reliement" door "rac ordement" en, in de Nederlandse tekst, de woorden "met een andere centrale dan de normale aansluit" door "met een andere centrale aansluit dan die waarvan hij normaal afhangt".

\+

\+ +

Het opschrift van letter a, bovenaan artikel 36 van afdeling G, zou als volgt moeten luiden :

" Verbindingen tussen twee abonnees van hetzelfde net".

\+ + +

In artikel 36 zegge men wie het bijkomend jaarlijks huurgeld van 96 frank per hectometer, dat in het eerste lid van dit artikel is bepaald, moet betalen. Te dien einde kan aan het artikel een nieuw lid worden toegevoegd, geredigeerd zoals artikel 43.

Het tweede lid van hetzelfde artikel 36 leze men als volgt :

"De Regie van telegraaf en telefoon heeft het recht deze verbindingen af te schaffen, onder opzegging van vierentwintig uren en zonder vergoeding. In dit geval wordt iedere aansluiting onmiddellijk zo ingesteld, dat zij als afzonderlijke aansluiting kan werken, onder verplichting voor de abonnees, de eventuele kosten voor de vervanging der toestellen te betalen".

.../...

Het opschrift van letter b van afdeling G leze men als volgt :

"Verbindingen tussen abonnees van verschillende netten".

+

+ +

De woorden "onder navolgende voorwaarden" in artikel 37 kunnen als overbodig worden geschrapt.

+

+ +

De Raad van State stelt voor, artikel 41 als volgt te lezen :

"Artikel 41.-

Te allen tijde en zonder dat zij haar beslissing hoeft te motiveren, kan de Regie van telegraaf en telefoon de dienst van het bijzonder abonnement schorsen of afschaffen, onder opzegging van drie dagen, aan de abonnee gericht bij een ter post aangetekende brief. De abonnee krijgt een gedeelte van het huurgeld terugbetaald, in verhouding tot het aantal dagen dat hij het abonnement niet heeft gebruikt. Deze terugbetaling geldt alleen voor de geschorste of de afgeschafte verbinding ".

+

+ +

.../...

In het eerste lid van artikel 42 vervange men "instelling(en)" door "abonnees". Het tweede lid van hetzelfde artikel leze men als volgt :

"Gesprekken mogen worden gevoerd met elke post van het net waarop de geleiding uitloopt. De Regie van telegraaf en telefoon staat echter niet in voor de regelmatige afwikkeling van gesprekken, gevoerd met abonnees die van een andere centrale dan de aansluitingscentrale afhangen".

\+

\+ +

De Raad van State stelt voor, artikel 43 als volgt te lezen :

"Artikel 43.-

Het abonnement is onsplitsbaar. Er is maar één titularis.

De abonnee die een gesprek aanvraagt, voldoet het huurgeld aan de Regie".

\+

\+ +

Het opschrift van letter c van afdeling G leze men, in de Franse tekst, als volgt :
"Liaisons de nuit".

\+

\+ +

.../...

In het eerste lid van artikel 44 vervange men in de Franse tekst de woorden "un reliement permanent" door "d'être relié en permanence".

Het tweede lid van hetzelfde artikel kan, zonder dat de betekenis er van wordt gewijzigd, als volgt samengevat worden : "Een regelmatige werking van die verbindingen wordt niet gewaarborgd".

\+

\+ +

De Raad van State stelt voor, de artikelen 47, 51 en 52 als volgt te lezen :

"Artikel 47.-

De abonnee die tijdens de sluiting van zijn centrale met een andere centrale wordt verbonden, mag van de diensten van deze laatste gebruik maken tegen het tarief van zijn eigen net.

Artikel 51.-

Ingeval gedurende meer dan vijf aaneensluitende dagen de installaties gestoord zijn en de abonnee niet wordt bediend, heeft deze recht op terugbetaling van het huurgeld in verhouding tot het aantal dagen onderbreking. De terugbetaling wordt berekend vanaf de zesde dag, voorzover de abonnee de onderbreking aan de Regie van telegraaf en telefoon heeft gesignaleerd .

.../...

Artikel 52.-

Een abonne die buiten de openingsuren van zijn centrale permanent met de post van een andere abonnee west te worden verbonden, moet dezes instemming krijgen."

+

+ +

In het eerste lid van artikel 59 vervange men in de Franse tekst de woorden "ayant le pas sur les communications ordinaires" door "ayant priorité sur les communications ordinaires".

+

+ +

Artikel 60 leze men als volgt :

"Artikel 60.-

De bijtaxe voor spoedgesprekken is door de Regie van telegraaf en telefoon verkregen, ongeacht het tijdstip waarop het gesprek bij voorrang heeft plaatsgehad."

+

+ +

Artikel 61 leze men als volgt :

"Artikel 61.-

In betrekkingen waar spoedgesprekken kunnen worden toegestaan, moeten de tegen een bepaald uur aangevraagde gesprekken, dit wil zeggen die welke moeten worden doorgegeven buiten de algemene volgorde van inschrijving der gewone gesprekken, als spoedgesprekken worden betaald".

+

+ +

In artikel 65 schrappe men de woorden "het of" vóór "de geldstukken".

+
+ +

Artikel 66 leze men als volgt :

"Artikel 66.-

In niet automatische intercommunale verbindingen, worden op spoedgesprekken die door toedoen van de aangestelde van een openbaar kantoor tot stand komen, de artikelen 59, 60 en 61 toegepast".

+
+ +

De Raad van State stelt voor, het tweede lid van artikel 67 als volgt te lezen :

"Deze taxe moet ook worden betaald door hem die een voor een openbare post bestemd intercommunaal gesprek heeft aangevraagd, wanneer hij voor wie het gesprek bestemd is, het weigert of zich niet aanmeldt".

+
+ +

In de Franse tekst van het eerste lid van artikel 68 vervange men de woorden "une quittance du prix de chaque communication émise" door "une quittance du prix de la communication".

+
+ +

De onderafdeling c van afdeling H en artikel 69 bevatten geen rechtsregel en verwijzen gewoon naar het koninklijk besluit van 7 mei 1951. Zij kunnen zonder bezwaar vervallen.

+
+ +

De Raad van State stelt voor, artikel 71, eerste lid, artikel 72 en artikel 73 als volgt te lezen :

"Artikel 71.- (eerste lid)

De abonnee die telefonisch gewekt wenst te worden, moet zulks per telefoon, per telegram of bij brief aan de centrale aanvragen.

Artikel 72.-

De aanvraag wordt eerst als geldig beschouwd nadat de centrale telefonisch ontvangst daarvan heeft bericht aan de post waarvan zij uitgaat.

Artikel 73.-

Voor het weksein wordt herhaaldelijk, desnoods driemaal, met tussenpozen van een minuut, gebeld. De centrale is in geen geval verplicht meer dan driemaal te bellen".

\+

\+ \+

De woorden "afwezig zijn en" in artikel 76 kunnen wegvallen. De woorden "aan bedoelde centrale", in hetzelfde artikel, kunnen worden vervangen door : "aan deze centrale".

\+

\+ \+

.../...

In artikel 82 kunnen de woorden "op de afwezige abonnees" vervangen worden door "onder toezicht" en het woord "bezit" door "gebruik". De woorden "onder de voorwaarden van vorig artikel" kunnen vervallen.

\+ + +

Het derde lid van artikel 83 kan als overbodig wegvallen.

\+

\+ +

De woorden "comme stipulé" in de Franse tekst van het derde lid van artikel 85 kunnen vervallen.

\+

\+ +

Artikel 86 dat alleen maar naar andere artikelen verwijst en noch de vorm noch de strekking van een reglementsvoorschrift heeft, moet wegvallen. Om het ontwerp niet te moeten vernummeren, kan men artikel 85 zo splitsen dat de laatste twee alineas artikel 86 vormen.

\+

\+ +

De Raad van State stelt voor, artikel 89 als volgt te lezen :

"Artikel 89.-

De Regie van telegraaf en telefoon kan van rechtswege en eenvoudig door het verstrijken van de betalingstermijn een verzuimsrente invorderen op de bedragen die de abonnee schuldig is. Deze interest is gelijk aan de in handelszaken geldende wettelijke rentevoet".

\+

\+ +

In artikel 90 vervange men in de tweede volzin het woord "blijkt" door "is".

\+

\+ + .../...

De artikelen 92 en 95 kunnen als volgt worden gelezen :

"Artikel 92.-

De abonnees kunnen hun rekening en de eventuele bijlagen, op hun kosten, doen toezenden bij een ter post aangetekende brief.

Artikel 95.-

De abonnee krijgt vijf dagen tijd, volgend op de dag waarop de rekening is toegezonden, om het gevraagde bedrag te storten".

\+

\+ \+

Wanneer artikel 96 de abonnee verplicht tot het betalen van de hem voorgelegde rekening, ook al bevat zij vergissingen, gaat het de bevoegdheid van de Minister van Verkeerswezen te buiten. De verplichting het onverschuldigde te betalen, is immers in strijd met de openbare orde. Dit artikel moet dus vervallen.

\+

\+ \+

.../...

Aangezien het eerste lid van artikel 97 geen normatieve kracht heeft, moet het wegvallen. Dit artikel leze men als volgt :

"Artikel 97.-

De abonnee die verklaart zijn rekening niet te hebben ontvangen, is gehouden het bedrag te storten dat de ontvanger van telegraaf- en telefoonrechten hem als verschuldigd opgeeft. Van de gesprekskaarten wordt geen duplicaat verstrekt".

\+

\+ \+

Artikel 99 is overbodig, want de desbetreffende materie is geregeld door artikel 5 van de wet van 13 oktober 1930, volgens hetwelk de eigenaar zijn huurder niet mag verhinderen zich op het telefoonnet te laten aansluiten. Dit artikel moet dus vervallen.

\+

\+ \+

.../...

In de gegeven tekst mist artikel 100 rechtsgrond. De Minister is niet bevoegd de Regie van elke aansprakelijkheid te ontlasten. De gemachtigde van de Minister heeft de Raad van State echter medegedeeld, dat de Regie enkel de schade die de installatie onvermijdelijk heeft veroorzaakt, ten laste van de abonnee te brengen. Dit artikel kan dus als volgt worden gelezen :

"Artikel 100.-

De abonnee staat in voor het herstellen van schade die onvermijdelijk samengaat met het installeren, het instandhouden, het verplaatsen of het wegnemen van draden en toestellen".

\+

\+ \+

Het tweede lid van artikel 102 gaat , wegens gemis van rechtsgrond, de bevoegdheid van de Minister te buiten, voor zover het de abonnee aansprakelijk stelt voor elke fout die de Regie of haar personeel mocht begaan. Met inachtneming van deze opmerking en om dit tweede lid in overeenstemming te brengen met het vierde lid van artikel 6 van het ontwerp, stelt de Raad van State de volgende lezing voor :

.../...

"Bij beschadiging, verlies, gehele of gedeeltelijke vernieling, buitengebruikstelling, die niet door toedoen van de Regie en haar personeel of door het normale gebruik der installaties heeft plaats gehad, en zelfs in gevallen van overmacht, moet de abonnee de Regie van telegraaf en telefoon schadeloos stellen".

\+

\+ \+

Het woord "mis" dat voorkomt in de Franse tekst van de tweede volzin van artikel 103 moet worden geschrapt.

\+

\+ \+

In het tweede lid van artikel 104 kunnen de woorden "vrijwillig of niet nalaat" vervangen worden door "verzuimd heeft".

\+

\+ \+

.../...

In de Franse versie vervange men in het eerste lid van artikel 105 de woorden "ne comporte" door "n'a".

Het tweede lid van hetzelfde artikel kan als volgt worden gelezen :

"Een derde die uit eigen beurs een abonnement betaalt waarvan hij geen titularis is, verkrijgt daardoor geen enkel recht bij de Regie van telegraaf en telefoon".

\+

\+ +

Artikel 106 herinnert gewoon aan een verplichting die genoegzaam blijkt uit de wetten, besluiten en reglementen waarnaar het verwijst. Het is overbodig en kan worden geschrapt.

\+

\+ +

In artikel 108 vervange men de woorden "onder postaantekening" door de woorden "bij een ter post aangetekende brief".

\+

\+ +

.../...

De gemachtigde van de Minister van Verkeerswezen heeft aan de Raad van State verklaard dat de Regie de sanctie van de in artikel 109 bedoelde vervroegde opzegging niet toepast, maar dat zij, wanneer een abonnee aan zijn verplichtingen te kort komt, het abonnement opzegt op de normale, in artikel 108 bepaalde vervaldag. Het is derhalve niet nodig aan de Regie het recht voor te behouden, tot vervroegde opzegging van het abonnement te besluiten.

De eerste volzin van artikel 109 kan als volgt worden gelezen :

" De Regie van telegraaf en telefoon kan de aansluiting zonder vergoeding schorsen, wanneer de abonnee zich niet naar de voorschriften van dit besluit gedraagt en namelijk in de hierna volgende gevallen : ...".

In letter b van het eerste lid van dit artikel vervange men de woorden "de hem gevraagde aanvulling" door "de aanvulling waarom hem is gevraagd".

Letter d van hetzelfde lid vulle men aan met de woorden "tegenover het personeel van de Regie van telegraaf en telefoon".

.../...

Letter e van dit lid leze men als volgt : "de gedragingen van de abonnee afbreuk kunnen doen aan de goede uitvoering van de dienst".

Letter f kan worden geschrapt, aangezien het derde lid van artikel 15 van het ontwerp reeds zegt wat gebeurt als de abonnee weigert op een bijkomend abonnement in te tekenen.

De woorden "en desnoods het abonnement vervroegd op te zeggen", in het tweede lid van artikel 109, kunnen worden geschrapt.

Het vierde lid van hetzelfde artikel kan worden geschrapt.

\+

\+ \+

Aangezien het ontwerp in de verhoging van sommige taxes voorziet, merkt de Raad van State op dat de Minister van Verkeerswezen het niet kan doen terugwerken zonder aan verkregen rechten afbreuk te doen en zijn macht te overschrijden.

\+

\+ \+

.../...

Behalve in de opheffing van de opgesomde besluiten, zou artikel 111 dienen te voorzien in de opheffing van het ministerieel besluit van 9 juli 1957 waarvan de bepalingen in artikel 8 van het ontwerp zijn overgenomen.

\+

\+ \+

De bepaling van artikel 110 dient na de bepaling van artikel 111 te komen.

\+

\+ \+

Wegens de korte termijn waarin zijn advies over dit ontwerp is gevraagd, heeft de Raad van State geen grondig onderzoek kunnen wijden aan de aard van de rechtsverhoudingen welke een abonnement op het telefoonnet tussen de Regie van telegraaf en telefoon en de abonnee doet ontstaan.

La chambre était composée de			De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,		président, voorzitter,
	L. MOUREAU, G. HOLOYE,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,		
	A. BERNARD, Ch.VAN REEPINGHEN,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,		
Madame : Mevrouw:	J. DE KOSTER,	greffier adjoint, adjunct-griffier,		greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE.
Le rapport a été présenté par M.J.LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.
Het verslag werd uitgebracht door de H.J.LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J.DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.